



UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021
IN PARTNERSHIP WITH ITALY

La COP est-elle devenue obsolète ?

CLIMAT

Alors que les dirigeants mondiaux débattent à Glasgow depuis le 31 octobre, certains s'interrogent sur l'utilité de ces grands rendez-vous.

MARINE BUISSON
PASCAL MARTIN

Que serait une COP sans ses infatigables détracteurs ? Alors que les dirigeants mondiaux débattent à Glasgow depuis le 31 octobre à l'occasion du sommet pour le climat de l'ONU, la COP26, les prévisions pessimistes et alarmistes au sujet du réchauffement climatique font ressurgir la parole de ceux qui s'interrogent sur l'utilité de ces grands rendez-vous climatiques. La militante suédoise Greta Thunberg a dénoncé les « trente années de bla-bla » sur le climat des dirigeants du monde. Le photographe français Yann-Arthus Bertrand déclarait sans

détour en marge de la conférence que « les COP ne servent à rien ». Si les deux experts interrogés par *Le Soir* sont plus nuancés, ils reconnaissent qu'une meilleure communication est nécessaire pour faire adhérer le citoyen. Et ne voient pas comment l'on pourrait se passer, en 2021, de ces grands rendez-vous.

La COP26 n'échappe pas à la tradition : ses détracteurs sont nombreux, qui jugent que ces grands-messes ne servent à rien sinon à leur permettre de manifester. © AFP.



« Sans ces instances, ce serait le chaos total »

ENTRETIEN
M.BN

Sebastian Santander est professeur ordinaire en relations internationales à l'ULiège. Il est également directeur du Center for International Relations Studies (Cefir) de la faculté de droit, de science politique et de criminologie de l'université de Liège.

Fin septembre, Greta Thunberg dénonçait les « bla-bla-bla » des dirigeants sur le climat, pointant la légèreté des engagements pris par les chefs d'Etat lors de ces grandes messes. Est-ce que ces conférences sont devenues obsolètes ?

Ces grandes rencontres sont interprétées de différentes manières : pour Trump à l'époque ou Bolsonaro, ça ne sert à rien. Mais pour une majorité d'acteurs, cela peut servir à quelque chose. Parce qu'on part du constat qu'en réalité, les Etats sont de plus en plus interdépendants : nos économies, notre commerce, le climat, ce sont des enjeux mondiaux avant d'être nationaux. Et on pourrait dire que pour arriver à trouver des solutions à des enjeux mondiaux, il faut nécessairement des rencontres mondiales. Parce que c'est en trouvant des solutions communes à des enjeux collectifs communs que l'on va pouvoir sortir des différentes crises : pandémie, climatique, de la pauvreté, etc. Alors, ça ne veut pas dire pour autant qu'on y arrive. Mais le fait qu'il y ait des rencontres au niveau mondial permet de créer un cadre de dialogue, de mettre en place de la coopération à l'échelle mondiale.

Sans créer de plateforme pour que les dirigeants se rencontrent, ils ne se rencontreraient pas ?

C'est particulièrement parlant si l'on prend l'exemple du nucléaire iranien : à l'époque, Trump avait mis fin aux négociations et quitté l'accord en 2018 car il ne croyait pas en l'approche multilatérale pour trouver des solutions. Il fait partie de ceux qui estimaient que l'Etat peut résoudre tous les problèmes de gouvernance mondiale. Or la question du nucléaire iranien est revenue sur la table du G20 fin octobre : les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni se sont réunis en marge de l'événement pour relancer les discussions. Téhéran s'est dit cette semaine prête à reprendre les négociations pour sauver l'accord. C'est aussi cela, le G20 : une plateforme

pour essayer de trouver des accords sur un dossier d'importance majeure.

En marge de la COP, Alexander De Croo a déclaré que ce sommet ne devait pas se résumer aux discours. Est-ce qu'on touche aux limites de ces forums ?

Totalement. Pourquoi ? Parce que tout cela dépend de la volonté politique de chaque acteur de ces grandes conférences internationales. Il n'y a pas d'organe qui permet de contraindre un Etat à respecter ses engagements sur le plan international. Et ça, c'est clair. C'est la grande différence entre le niveau étatique et le niveau international. Il n'y a pas de police, d'organe contraignant. Si ces décisions étaient contraignantes, on pourrait envisager, par exemple, qu'une cour de justice prenne des sanctions à l'égard de tel ou tel Etat. Mais c'est très compliqué à mettre en place au niveau international. Mais cela crée tout de même une attente, des pressions : des pressions entre Etats et des pressions que peuvent faire les organisations internationales qui sont en charge du suivi.

L'importance de ces rendez-vous est-elle crédible aux yeux des citoyens ?

Il y a un effort de pédagogie à faire. C'est comme lorsque l'on dit que l'Union européenne ne sert à rien : on jette toujours le bébé avec l'eau du bain. Et donc, il ne faut pas oublier que souvent dans ces instances à caractère multilatéral, les décisions prises dépendent essentiellement de ceux qui les prennent, c'est-à-dire des Etats. Qui se cachent souvent derrière ces instances pour justifier leur immobilisme. Je crois qu'il faut imaginer comment serait le monde sans ces instances, sans ces conférences, sans ces moments pour se retrouver. Ce serait le chaos total. Chacun ferait ce qu'il voudrait sans tenir compte des avis des autres.



Pour arriver à trouver des solutions à des enjeux mondiaux, il faut nécessairement passer par des rencontres mondiales

Sebastian Santander
Professeur en relations internationales à l'ULiège



« Les COP déresponsabilisent les populations »

ENTRETIEN
P.M.A.

Thierry Libaert est membre du comité scientifique de la Fondation Hulot et conseiller auprès du Conseil économique et social européen. Il est également collaborateur scientifique au Earth and Life Institute (UCLouvain).

Au vu des maigres résultats engrangés, on peut avoir le sentiment que les COP ne servent à rien ou presque. Ces grands-messes ne feraient qu'amplifier « les 30 ans de bla-bla » que dénonçait en septembre dernier l'activiste suédoise Greta Thunberg. Qu'en pensez-vous ?

On peut avoir cette impression, mais on voit mal aujourd'hui comment on pourrait se passer des COP. Cela, bien qu'en dehors de la COP21 qui a mené à l'Accord de Paris, les résultats aient été effectivement maigres et les échecs nombreux. Une autre critique consiste à rappeler qu'aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect d'un engagement par un Etat. Il y a donc un problème de crédibilité quant à la validité de ces engagements. Mais au bout du compte, il serait désastreux aujourd'hui de mettre les COP à l'arrêt.

La critique est trop sévère ?

Lors de la COP15 à Copenhague en 2009 et qui a abouti à l'accord visant à ne pas dépasser une augmentation moyenne de 2°C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle, j'avais interrogé plusieurs climatologues. On parlait alors d'échec car l'espoir avait été grand de limiter cette hausse non pas à 2°C, mais à 1,5°C. Reste que c'est tout de même la première fois que l'on s'est mis d'accord sur un objectif au niveau mondial.

Les COP se vendent mal auprès de l'opinion ?

Il est toujours un peu difficile de comprendre ce qui se passe à l'intérieur de ces négociations. Ma spécialité est la communication et j'observe le tort que font ces grands-messes en déresponsabilisant les populations. En assistant à leur déroulement, le citoyen se persuade que le climat n'est qu'un jeu de pouvoir entre les très grandes puissances. Il se demande donc ce que pèse encore la COP26 dès lors qu'après le Russe Vladimir Poutine et le Chinois Xi Jinping, le dirigeant turc Recep Tayyip Erdogan dé-

cide à son tour de sécher la réunion de Glasgow. L'idée que le problème du climat est celui des grandes puissances, que la situation ne peut se régler qu'avec leur aval et à la condition de l'unanimité, déresponsabilise le citoyen et le consommateur.

Il faut donc que les COP s'adressent autrement à la population ?

Ça m'énerve toujours un peu d'entendre parler de carbone et de neutralité carbone. Ce n'est pas en faisant du dérèglement climatique uniquement une histoire de gaz à effet de serre que l'on peut arriver à mobiliser la population. Il faut lui donner l'espoir et l'envie d'agir. Faire de la neutralité carbone l'objectif central de l'humanité de demain ne peut suffire. Mes références à moi sont la fondation de l'Europe, le discours de Martin Luther King, etc. Soit des actes et des moments qui donnent l'envie d'agir. Il faut éviter d'être technique, incantatoire et moralisateur. Heureusement que la société civile est là pour médiatiser la question climatique de manière autre dans les différents territoires nationaux.

Les COP doivent-elles évoluer dans leur fonctionnement ? Avec un brin d'utopie, peut-on envisager à terme une gouvernance climatique mondiale ?

Il n'est pas interdit d'y penser (rires). Mais sans en arriver là, quand il y a une volonté d'aller de l'avant, beaucoup de choses peuvent être réalisées. Je prends pour témoin la manière dont la destruction de la couche d'ozone a été combattue à partir des années 90. Des moyens de substitution aux gaz destructeurs de la couche d'ozone ont été rapidement trouvés dans les chaînes de réfrigération et les aérosols. Des technologies existantes ont pu être implémentées dans les chaînes économiques. Donc être acceptables au niveau politique.

La COP26 n'échappe pas à la tradition : ses détracteurs sont nombreux, qui jugent que ces grands-messes ne servent à rien sinon à leur permettre de manifester. © AFP.



En assistant au déroulement de ces grands-messes, le citoyen se persuade que le climat n'est qu'un jeu de pouvoir entre les très grandes puissances

Thierry Libaert
Membre du comité scientifique de la Fondation Hulot

